



## Etablissement public du Parc national des Calanques

### Décision individuelle

N°2013- 011

*Pétitionnaire : Monsieur Antonin DEDET*  
*Nature de la demande : Prises de vues*  
*Localisation : Callelongue*

**Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,**

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.331-4-1 ;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 créant le Parc national des Calanques et notamment son article 16 ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur) et notamment son MARCoeur 31 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 2012 portant nomination d'un directeur par intérim de l'établissement public du Parc national des Calanques ;

Vu la demande formulée le 12 février 2013 par Monsieur Antonin DEDET pour des prises de vues, en vue de réaliser des photographies de la carriole mise en place dans le cadre de « Marseille 2013 » dans le village de Callelongue, qui seront publiées dans le magazine « Côté Sud » ;

Considérant que les activités décrites dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés ;

#### ARRETE

##### Article 1

Monsieur Antonin DEDET est autorisé à réaliser des prises de vues, en vue de réaliser des photographies de la carriole pour dans le magazine Côté Sud le 25 février 2013, avec deux dates de report : le 26 et le 27 février 2013.

##### Article 2

La présente autorisation est délivrée sous réserve des prescriptions suivantes :

1. le pétitionnaire ne pourra procéder à aucun aménagement, défrichement de quelque nature que ce soit sur le milieu naturel ;
2. le pétitionnaire devra veiller à l'enlèvement de tout matériel mis en place par lui à l'issue des prises de vues ;

3. le pétitionnaire veillera à n'abandonner aucun déchet, et assurera le nettoyage complet des lieux à l'issue des prises de vues ;
4. les installations nécessaires aux prises de vues ne doivent en aucun cas entraver l'accès pédestre aux sites de la zone du cœur de Parc national concernés ;
5. lors des prises de vues, le pétitionnaire s'engage à ne produire aucun bruit de nature à troubler le calme et la tranquillité des lieux ;
6. le pétitionnaire devra veiller à respecter les réglementations applicables dans le cœur du Parc national des Calanques, notamment l'interdiction de fumer ;
7. le pétitionnaire s'engage à ne pas véhiculer de message portant atteinte au caractère du Parc national ou de nature à inciter au non respect de la réglementation du Parc national des Calanques ;
8. les prises de vues réalisées devront exclusivement être utilisées dans le cadre du magazine « Côté Sud ». Toute autre utilisation de ces prises de vues est interdite ;
9. le pétitionnaire devra fournir un exemplaire de ce magazine dès parution, à l'Etablissement public du Parc national – Chargée de communication ;
10. le non respect de l'une de ces prescriptions pourra entraîner le refus de nouvelles autorisations pour des demandes ultérieures de Monsieur Antonin DEDET.

### Article 3

La présente autorisation est délivrée pour le 25 février 2013. Si les prises de vues n'ont pu être effectuées à cette date, le pétitionnaire est autorisé à les effectuer le 26 ou le 27 février 2013, après avoir prévenu l'établissement public du Parc national des Calanques.

### Article 4

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne substitue pas aux obligations de Monsieur Antonin DEDET et aux autres autorisations nécessaires à l'organisation de ces prises de vues.

### Article 5

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : [www.calanques-parcnational.fr](http://www.calanques-parcnational.fr)).

À Marseille, le 18 février 2013,

Le directeur par intérim de l'établissement public  
du Parc national des Calanques,



Benjamin DURAND

Copie : - Ville de Marseille  
- SCI Village

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.